

BE-A0525_712484_806511_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Dorinne. Dépôt 2011. 1829-1976 (1979)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. États généraux.....	21
B. Conseil communal.....	21
2 - 6 Registres aux délibérations. 1891-1976.....	21
C. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
8 - 9 Registres aux délibérations. 1904-1974.....	21
D. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	21
E. Correspondance générale.....	22
F. Séries concernant la responsabilité, le contentieux et les actions en justice....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
3. Bourgmestre.....	23
C. Organisation des services : Archives.....	23

D. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements.....	24
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24
31 - 35 Dossiers personnels des secrétaires communaux. 1918-1966.....	24
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	25
III. Gestion du patrimoine.....	26
A. Généralités.....	26
B. Gestion des biens immobiliers.....	26
42 - 49 Dossiers relatifs à la mise en location et l'exploitation des carrières communales. 1911-1975.....	26
C. Gestion des biens mobiliers.....	28
IV. Finances et fiscalité.....	29
A. Généralités.....	29
B. Comptabilité du secrétariat.....	29
1. Budgets et annexes.....	29
74 - 79 Budgets annuels. 1863-1975.....	29
2. Emprunts.....	30
3. Placements.....	30
C. Comptabilité du receveur.....	31
1. Registres de comptabilité du receveur.....	31
90 - 93 Grands livres des recettes et dépenses. 1973-1976.....	31
2. Comptes et pièces justificatives du receveur.....	31
96 - 101 Comptes annuels. 1879-1975.....	31
102 - 108 Pièces justificatives des comptes annuels. 1919, 1974, 1976.....	32
103 - 105 1974.....	32
106 - 108 1976.....	32
3. Impositions et taxes.....	33
a. Impôts communaux.....	33
(1) Généralités.....	33
(2) Impôts directs.....	33
b. Impôts provinciaux.....	33
c. Impôts d'État.....	33
V. État civil.....	35
VI. Population.....	36
A. Généralités.....	36
B. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population.....	36
130 - 131 Registres des entrées. 1948-1976.....	36
132 - 133 Registres des sorties. 1948-1976.....	36
C. Recensements et autres états de la population.....	36
D. Étrangers.....	37
139 - 141 Registre des étrangers. 1928-1975.....	37
VII. Affaires électorales.....	38
A. Révision des listes électorales.....	38
B. Dossiers des élections.....	38
VIII. Affaires militaires et guerres.....	39
A. Service militaire.....	39
1. Milice et volontaires (1817-1923).....	39
a. 1817-1923.....	39
b. À partir de 1924.....	39
148 - 160 Dossiers d'inscription individuelle des miliciens. 1956-1976....	39
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	40
C. La guerre et ses conséquences.....	40

162 - 165 Dossiers relatifs aux dommages de guerre. 1940-1957.....	40
IX. Ordre et sécurité publics.....	41
A. Police communale.....	41
a. Personnel.....	41
171 - 172 Dossiers personnels des gardes champêtres. 1918-1934.....	41
b. Missions de police.....	41
B. Service d'incendie.....	42
X. Santé publique.....	43
A. Service communal de vidange et de nettoyage.....	43
B. Exécution des tâches communales.....	43
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	43
186 - 187 Registres de vaccinations. 1901-1978.....	43
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	43
3. Analyse de l'eau potable.....	44
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	44
5. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	44
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	45
A. Généralités.....	45
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	45
1. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	45
200 - 204 Dossiers relatifs aux travaux aux bâtiments scolaires. 1865-1972.	45
2. Bâtiments affectés aux divertissements.....	45
3. Bâtiments affectés au culte.....	46
208 - 212 Dossiers relatifs aux travaux à l'église. 1887-1974.....	46
213 - 215 Dossiers relatifs aux travaux au presbytère. 1916-1968.....	46
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	46
1. Généralités.....	46
2. Voirie vicinale et communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	47
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	48
E. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	48
1. Distribution d'eau.....	48
2. Distribution d'électricité.....	49
243 - 244 Dossiers relatifs aux travaux au réseau de basse tension. 1929- 1976.....	49
3. Éclairage public.....	49
4. Téléphone.....	49
5. Transports en commun.....	50
F. Aménagement du territoire.....	50
1. Généralités.....	50
2. Plans de secteur.....	50
3. Permis de bâtir.....	50
259 - 306 Dossiers de demandes de permis de bâtir. 1957-1976.....	50
4. Permis de lotir.....	54
5. Infractions.....	54
6. Expropriations.....	54
XII. Enseignement.....	55
A. Généralités.....	55
B. Bâtiments.....	55
C. Personnel.....	55

D. Finances.....	55
XIII. Culture, sport et divertissements.....	56
XIV. Développement de la vie économique.....	57
A. Généralités.....	57
B. Agriculture.....	57
C. Élevage.....	57
D. Commerce.....	57
XV. Mesures sociales et réglementation du travail.....	58
A. Mesures sociales.....	58
1. Mesures en faveur des nécessiteux.....	58
2. Prise en charge des chômeurs, placement.....	58
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique.....	59
A. Bureau de bienfaisance (1796-1925).....	59
1. Personnel.....	59
2. Patrimoine.....	59
B. Commission d'assistance publique (1925-1976).....	59
1. Généralités.....	59
2. Personnel.....	59
3. Finances.....	59
XVII. Tutelle communale sur la Fabrique d'église de la paroisse.....	60
A. Généralités.....	60
B. Personnel.....	60
C. Patrimoine.....	60
D. Finances.....	60
343 - 347 Budgets annuels. 1939-1976.....	60
348 - 352 Comptes annuels. 1940-1975.....	60

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Dorinne. Dépôt 2011

Période:
1829 - 1976

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.487

Etendue:

- Etendue inventoriée: 4.00 m
- Numéros: 352.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:
Commune de Dorinne, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Dorinne

HISTORIQUE

La commune de Dorinne (entité d'Yvoir) est une commune belge située en province de Namur qui a existé de 1800 à 1976.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Dorinne dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Dinant, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Dorinne devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton judiciaire de Dinant ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf durant une courte période, où elle relève de l'éphémère département de Meuse-et-Ourthe) ; de l'arrondissement administratif et judiciaire de Dinant. Dorinne relève par ailleurs du canton de milice de Dinant ².

Dorinne est située dans le Condroz namurois. La majeure partie du village occupe le flanc d'un léger coteau et s'achève dans la partie septentrionale de son ressort par une pente nettement plus abrupte et boisée, versant sud de la vallée du Bocq. La commune est limitée au sud par Lisogne et Thynes, au nord par Durnal, à l'est par Spontin et à l'ouest par Purnode. Au moment de la constitution de la commune après la Révolution française, c'est la partie anciennement liégeoise du territoire qui acquiert son autonomie. La partie namuroise de Dorinne, traditionnellement unie à la seigneurie de Spontin, devient alors une section de cette commune voisine. En décembre 1821, celle-ci est finalement intégrée à la commune de Dorinne qui couvre dorénavant 557,15 hectares. Le 8 août 1887, le territoire communal connaît encore quelques modifications dans ses limites avec Purnode et totalise 622,89 hectares.

Le nombre d'habitants dans la commune progresse régulièrement aux XIXe et XXe siècles, passant de 101 en 1801 à 300 en 1817, 374 en 1846 et 461 en 1910. Ce nombre connaît ensuite une légère régression. En 1976, Dorinne compte encore 435 habitants.

Sur le plan de l'économie, Dorinne est une commune rurale tournée

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

essentiellement vers l'agriculture et l'extraction de la pierre. L'écrasante majorité des habitants sont cultivateurs. Quelques artisans côtoient ceux-ci. Toutefois, on observe une progression des prairies au détriment des champs, en raison de la croissance de l'élevage qui s'avère plus rentable que la production de céréales. Au XXe siècle, le secteur secondaire n'est plus représenté que par l'exploitation de carrières qui occupent encore une centaine d'ouvriers.

Lors de l'invasion allemande d'août 1914, Dorinne est moins durement touchée que Spontin, sa voisine, mais subit tout de même le joug des troupes allemandes qui provoquent des massacres dans le village voisin, puis à Dinant. Le château est incendié et la population est impactée. Le sort subi par l'abbé Servais est particulièrement sordide. Celui-ci en garde des séquelles qui l'accompagnent jusqu'à la fin de sa vie.

Le 1er janvier 1977, la commune de Dorinne est fusionnée avec les communes de Durnal, Godinne, Purnode, Spontin et Yvoir pour former l'actuelle commune d'Yvoir.

La fusion forme une entité de 6079 habitants pour 5684 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Entité constituant un ensemble touristique remarquable axé sur les vallées du Bocq et de la Meuse. L'union des ressources des six communes doit nécessairement contribuer à l'essor de toutes " ³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou

³ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette

4 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc quasi exclusivement sur les dossiers centraux des communes de Dorinne et Yvoir constitués par les Archives de l'État ⁵.

Le premier inventaire connu des archives de la commune est dressé par le bourgmestre le 8 mars 1841 en exécution de la circulaire du Gouverneur de la Province de Namur du 13 octobre 1840. Il fait état de la présence des registres d'état civil, des documents déposés par l'Administration du cadastre, de la documentation administrative reçue des autorités supérieures, du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal commençant le 25 novembre 1819, d'un acte de partage des bois communaux, d'un plan d'aménagement des coupes de bois, des listes d'inscription de la milice et de la garde civique et des comptes et budgets communaux de 1805 à 1840. De cet ensemble de documents, nous conservons actuellement dans le premier fonds déposé aux Archives de l'État à Namur, le registre aux délibérations, les documents cadastraux et quelques pièces de la milice. Dans le présent fonds, on découvre encore les procès-verbaux de délimitation de la commune dont l'existence est déjà mentionnée en 1840.

Le 20 septembre 1967, Gaston Beterams, en charge de l'inspection des Archives de l'État, contacte la Commune de Dorinne en vue d'un dépôt de documents historiques. Le Collège échevinal signale le 27 octobre suivant la réponse positive du Conseil. La sélection des documents à transférer aux Archives de l'État à Namur est finalisée le 10 juillet 1968 à la maison communale. Le 24 juillet, l'ensemble est transféré provisoirement au dépôt de Saint-Hubert. Le transfert définitif de Saint-Hubert à Namur n'est pas documenté, mais le fonds n'était toujours pas inventorié en 2002. Cette année-là, un inventaire conforme à la tradition de ceux rédigés depuis les années 1960 au sein des Archives de l'État est rédigé par Emmanuel Bodart, archiviste de l'État à Namur.

Le 12 juin 1991, Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste de l'État à Namur, effectue une visite d'inspection dans les locaux de l'Administration communale d'Yvoir. Le rapport mentionne la présence d'archives des anciennes communes de l'entité classées par l'Union des Villes et Communes de Belgique suivant la CDN. Au deuxième étage de l'Hôtel de Ville, 40 boîtes d'archives de l'ancienne commune de Dorinne sont entreposées. Celles-ci sont dans un état correct. L'archiviste signale aussi que les pièces justificatives des comptes de plus de 30 ans ont été brûlées en 1988. Suite au constat des problèmes posés par le local de conservation, les archives des anciennes communes, dont Dorinne, sont transférées dans un autre grenier dans l'aile ouest de l'Hôtel de Ville. Elles

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À \$, Dossiers centraux, dossier " Commune de \$ ".

y demeurent entreposées sur des rayonnages en bois et en métal jusqu'à leur dépôt entre 2011 et 2013 aux Archives de l'État.

Le 21 février 2011, Emmanuel Bodart, chef de service des Archives de l'État à Namur, sollicité par les autorités communales d'Yvoir le 28 janvier, entreprend une nouvelle visite d'inspection au terme de laquelle il rédige un rapport sur la situation globale des archives communales. Le manque criant d'espace de stockage et les conditions de conservation et d'accès problématiques amènent, ensuite de ce constat, le dépôt des archives des anciennes communes aux Archives de l'État. Celles de Dorinne comportent environ 34 boîtes et plusieurs registres, très sommairement décrits dans un relevé produit par l'Union des Villes et Communes au moment de leur classement en 1978.

ACQUISITION

Les archives de la Commune de Dorinne décrites dans le présent inventaire ont fait l'objet d'une convention de dépôt signée le 16 septembre 2011 par les autorités communales et l'Archiviste général du Royaume. Les archives ont été transférées effectivement aux Archives de l'État à Namur le 6 octobre 2011 (registre d'entrée, 2011/21).

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Dorinne entre 1829 et 1976. Les archives du XIXe siècle sont relativement peu nombreuses. Ceci s'explique par des éliminations non contrôlées antérieures, mais aussi par l'existence d'un premier dépôt d'archives communales aux Archives de l'État à Namur opéré en 1968. Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des

rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les

recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Celui-ci est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie ⁶. Les registres de population postérieurs à 1920 sont également toujours conservés par l'Administration communale d'Yvoir. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) aux Archives de l'État.

6 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁷. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁸. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Affaires électorales
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements

7 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

8 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Développement de la vie économique

XV. Mesures sociales et réglementation du travail

XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique

XVII. Tutelle communale sur la Fabrique d'église

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. ÉTATS GÉNÉRAUX

- 1 Rappports annuels sur l'administration et la situation de la commune. 1950-1973. 1 chemise

B. CONSEIL COMMUNAL

- 2 2 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1891-1976.
1891-1921. 1 volume
- 3 1921-1939. 1 volume
- 4 1939-1955. 1 volume
- 5 1955-1960. 1 volume
- 6 1960-1976. 1 volume
- 7 Extraits de délibérations et pièces annexes soumises à la tutelle.
1918-1948. 1 liasse

C. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 8 8 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1904-1974.
1904-1937. 1 volume
- 9 1937-1974. 1 volume

D. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 10 Registre des enquêtes de commodo et incommodo. 1953-1965.

1 volume

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

11 Lettre au roi Léopold II, suite au décès de Léopold Ier. 15 décembre 1865.

1 pièce

12 Lettres adressées à la commune. 1922-1945.

5 pièces

13 Registres indicateurs de correspondance. 1940-1947, 1976.

1 liasse

F. SÉRIES CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ, LE CONTENTIEUX ET LES ACTIONS EN JUSTICE

14 Dossier relatif à la récupération de la part payée par la commune dans la rançon suite à l'assassinat du cultivateur Léon Meyer le 11 juillet 1943. 1943-1947.

1 chemise

15 Dossier relatif à l'action en justice suite à la faillite de la SPRL Pierres du Bocq. 1969.

3 pièces

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 16 Procès-verbaux de délimitation de la commune. 1829. 1 chemise
- 17 Dossier relatif au reclassement de la commune. 1955. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 18 Tableaux réglant l'ordre de préséance du Conseil communal. 1921-1934. 1 chemise
- 19 Registre de convocations aux séances. 1927-1955. 1 volume
- 20 Dossier relatif à la démission de conseillers communaux. 1966-1975. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 21 Instructions reçues concernant les traitements et pensions des membres du Collège. 1962-1976. 1 chemise

3. BOURGMESTRE

- 22 Arrêté de nomination de Gillet. 30 avril 1919. 1 pièce
- 23 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs au traitement du bourgmestre et lettre de transmission de la Députation permanente. 24 février, 3 mars 1949. 3 pièces
- 24 Discours prononcés par le bourgmestre. 1949-1965. 1 chemise

C. ORGANISATION DES SERVICES : ARCHIVES

- 25 Lettre du gouverneur relative à la conservation des archives de la commune. 27 juillet 1976.

1 pièce

*D. PERSONNEL DES SERVICES***1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS**

- 26** Dossier relatif au traitement du personnel communal. 1924-1946.
1 chemise
- 27** Dossier relatif à la pension du personnel communal. 1942-1967.
1 chemise
- 28** Lettre du gouverneur transmettant la circulaire du Ministère de l'intérieur du 27 décembre 1951 relative à la nomination et à la régularisation du personnel temporaire des provinces, communes et administrations subordonnées. 12 janvier 1952.
1 pièce
- 29** Lettre du directeur d'administration de la santé relative au formulaire de vérification des aptitudes physiques des candidats à certains emplois publics et demande d'examen de Michelle Giot postulant à l'emploi d'institutrice. 6 septembre 1956.
2 pièces
- 30** Statistiques du personnel communal. 1962-1966.
1 chemise
- 2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**
- 31 - 35 DOSSIERS PERSONNELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1918-1966.*
- 31** Édouard Mazy 1918.
1 chemise
- 32** Auguste Jacmard 1938-1931.
1 chemise
- 33** Ambroise Neuvens. 1949-1963.
1 chemise
- 34** Maurice Deprez. 1962-1965.
1 chemise
- 35** André Massart. 1965-1966.
1 chemise
- 36** Arrêté et expédition de l'arrêté de nomination comme receveur

communal de Nicolas Delahaut en remplacement de Famerée démissionnaire. 20 septembre 1929.

2 pièces

3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

37

État des arriérés dus à Henri Toussaint, ouvrier à la voirie, pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1948. 29 janvier 1949.

1 pièce

38

Fiche individuelle de traitement du fontainier René Posset. 1957.

1 pièce

III. GESTION DU PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

- 39 Acte de cession de créances par Jules Surlectiaux et, en tant que de besoin, Paul et Émile Rodric à Joseph Boseret pour travaux exécutés dans la commune. 18 mars 1922. 1 pièce
- 40 Dossier relatif aux assurances. 1901-1926. 1 chemise

B. GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

- 41 Plan lacunaire de parcelles de biens communaux. [XIXe siècle]. 1 pièce
- 42 - 49 DOSSIERS RELATIFS À LA MISE EN LOCATION ET L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES COMMUNALES. 1911-1975.
- 42 Comogne. 1911-1975. 1 chemise
- 43 Bastied. 1925-1960. 1 chemise
- 44 Herbois. 1932-1964. 1 chemise
- 45 Bastied-Comogne. 1947-1961. 1 chemise
- 46 Culée des Sarts. 1954-1965. 1 chemise
- 47 Bois du Sergent. 1959-1961. 1 chemise
- 48 Dossier relatif aux redevances et relevés de production et tableau comparatif. 1943-1976. 1 chemise
- 49 Pirettes 1964. 3 pièces
- 50 Dossier relatif à la location de la pêche communale. 1921-1957. 1 chemise

-
- | | | |
|----|---|-----------|
| 51 | Plans des bois communaux. 1927-1932. | 2 pièces |
| 52 | Dossier relatif à la location de la chasse communale. 1928-1958. | 1 chemise |
| 53 | Dossier relatif à la mise en location et au partage des essarts communaux. 1933-1973. | 1 liasse |
| 54 | Sommier des fermages. 1934-1976. | 1 volume |
| 55 | Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain pour l'amélioration de la voirie vicinale chemin numéro 13. 1937. | 1 chemise |
| 56 | Lettre à Édouard Hamoir relative à un achat de terrain à la famille Thibaut et l'échange d'une parcelle appartenant à la commune. 14 juin 1939. | 1 pièce |
| 57 | Lettre adressée au receveur aux fins de communication du montant des redevances sur la location des biens communaux. 11 octobre 1949. | 1 pièce |
| 58 | Dossier relatif aux travaux forestiers de reboisement 1950-1975. | 1 chemise |
| 59 | Avis relatif à la location d'une prairie située à " Comogne ". 12 octobre 1951. | 1 pièce |
| 60 | Dossier relatif à l'acquisition par la commune d'une forge et aux travaux de démolition. 1952-1954. | 1 chemise |
| 61 | Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain appartenant à la Société nationale des chemins de fer belges. 1960-1961. | 1 chemise |
| 62 | Actes notariés relatifs à la vente par la commune de terrains dans le lotissement du Fuaux au profit de particuliers. 1975-1976. | 1 chemise |

C. GESTION DES BIENS MOBILIERS

- 63 Dossier relatif aux coupes de bois et ventes de futaies. 1838-1944.
1 chemise
- 64 Dossier relatif à l'affouage. 1922-1930.
1 chemise
- 65 Dossier relatif à la vente aux enchères de pompes et de bacs de
pierre. 1953.
1 chemise
- 66 Dossier relatif à des litiges sur les bois communaux. 1962-1966.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 67 Lettres reçues de diverses associations aux fins d'obtention de subsides ou d'aides. 1939-1955. 1 chemise
- 68 Instructions reçues relatives au receveur régional. 1942-1960. 1 chemise
- 69 Instructions relatives aux budgets. 1944-1961. 1 chemise
- 70 Lettres reçues du Conseil économique wallon aux fins de subsides. 1949-1961. 2 pièces
- 71 Correspondance relative aux budgets. 1950-1961. 1 chemise
- 72 Lettres reçues du service de documentation du Crédit communal de Belgique relatives aux budgets. 1956-1958. 1 chemise
- 73 Dossier relatif à des subsides accordés. 1960-1963. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 74 74 - 79 BUDGETS ANNUELS. 1863-1975.
1863-1869. 1 chemise
- 75 1939-1940. 2 pièces
- 76 1941-1950. 1 liasse
- 77 1951-1960. 1 liasse
- 78 1961-1970. 1 liasse

-
- 79 1971-1975. 1 liasse
- 80 Pièces relatives aux modifications budgétaires. 1950-1976. 1 chemise
- 81 Pièces relatives à la quote-part dans le fonds des communes et dans le fonds communal d'assistance publique. 1939-1971. 1 chemise
- 82 État des prévisions tant en recettes qu'en dépenses donnant, pour l'année 1940, les modifications budgétaires nécessitées par les événements. 13 juillet, 16 août 1940. 1 pièce
- 83 Volets statistiques annexés au budget communal. 1940-1963. 1 chemise
- 84 Dossier relatif au montant des additionnels communaux et quotes-parts restant à apurer à la clôture de l'exercice. 1952-1966. 1 chemise
- 85 Tableaux des investissements envisagés pour les périodes à partir de 1963 jusque 1970. 1963-1967. 1 chemise
- 86 Signalétique des articles budgétaires. 1974-1976. 1 chemise
2. EMPRUNTS
- 87 Pièces relatives au paiement de mandats à la banque centrale de la Meuse. 1920. 7 pièces
- 88 Dossier relatif aux emprunts. 1924-1936. 1 chemise
3. PLACEMENTS
- 89 Dossier relatif aux placements. 1948. 2 pièces

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

90 - 93 GRANDS LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1973-1976.

90	1973.	1 chemise
91	1974.	1 chemise
92	1975.	1 chemise
93	1976.	1 chemise
94	Journaux-caisse. 1973-1975.	1 chemise
95	Balances générales. 1972-1977.	1 liasse

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR

96 - 101 COMPTES ANNUELS. 1879-1975.

96	1879.	1 pièce
97	1934, 1939, 1940.	1 chemise
98	1941-1950.	1 chemise
99	1951-1960.	1 chemise
100	1961-1970.	1 chemise
101	1971-1975.	1 chemise

102	102 - 108 PIÈCES JUSTIFICATIVES DES COMPTES ANNUELS. 1919, 1974, 1976. 1919.	3 pièces
103	103 - 105 1974 1e partie.	1 liasse
104	2e partie.	1 liasse
105	3e partie.	1 liasse
106	106 - 108 1976 1e partie.	1 liasse
107	2e partie.	1 liasse
108	3e partie.	1 liasse
109	Procès-verbaux de vérification de la caisse communale. 1922-1948.	1 chemise
110	Notes comptables. 19 avril 1945.	1 pièce
111	Relevés des créances-relevés des parties de crédit à reporter pour le paiement des dépenses régulièrement engagées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs et non encore réglées au 31 mars. 1952-1975.	1 chemise
112	Formulaire statistique relatif à la dette communale et au compte communal. 24 juillet 1957.	1 pièce

3. IMPOSITIONS ET TAXES

A. IMPÔTS COMMUNAUX

(1) Généralités

- 113 Note de service de la ville de Dinant relative aux frais à percevoir pour les actes délivrés par les communes. 27 janvier 1944. 1 pièce

(2) Impôts directs

- 114 Dossier relatif aux taxes communales et centimes additionnels. 1919-1940. 1 chemise
- 115 Tableaux indiquant le montant présumé des parts et des additionnels dans la perception des impôts d'État ainsi que le montant probable des revenus cadastraux, centimes additionnels à la contribution foncière. 1939-1970. 1 chemise
- 116 Pièces relatives aux centimes additionnels aux taxes sur les chiens et les vélos. 1949. 3 pièces
- 117 Dossier relatif à la taxe sur l'enlèvement des immondices. 1964-1976. 1 chemise
- 118 Rôle des taxes communales sur la force motrice et le personnel occupé. 1974-1976. 1 chemise

B. IMPÔTS PROVINCIAUX

- 119 Lettre du Gouverneur de la province de Namur relative aux retenues provinciales. 5 avril 1933. 1 pièce

C. IMPÔTS D'ÉTAT

- 120 Lettres du directeur des contributions relatives à la nomination de représentants à la commission fiscale des contrôles des contributions. 1945-1946. 1 chemise
- 121 Décision du Conseil communal relative à la nomination de Joseph

Marion en qualité d'indicateur expert du cadastre. 16 juillet 1959.
1 pièce

122 Dossier relatif à la commission fiscale. 1961-1972.
1 chemise

-
- 123** V. ÉTAT CIVIL
Lettre de l'officier de l'état civil de Dinant de demande d'extrait d'acte de naissance de Remy Toussaint. 8 septembre 1933.
1 pièce
- 124** Dossier relatif aux demandes de concession dans le cimetière. 1934-1976.
1 chemise
- 125** Dossier relatif à la vérification des registres de l'état civil. 1950-1969.
1 chemise
- 126** Instructions relatives à la tenue des registres de l'état civil. 1955-1962.
1 chemise
- 127** Dossier relatif aux permis d'inhumer et de transport. 1961-1977.
1 chemise
- 128** Dossier relatif à la célébration de noces d'or et de centenaire. 1972.
1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

- 129 Convention conclue entre la commune et le Ministre de la fonction publique relative au registre national. 1970. 1 pièce

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION

- 130 130 - 131 REGISTRES DES ENTRÉES. 1948-1976. 1948-1962. 1 volume
- 131 1963-1976. 1 volume
- 132 132 - 133 REGISTRES DES SORTIES. 1948-1976. 1948-1962. 1 volume
- 133 1963-1976. 1 volume
- 134 Extrait du procès-verbal du Collège échevinal relatif à la radiation du registre de la population de Joseph Menten. 30 janvier 1926. 1 pièce
- 135 Brouillon de lettre relative à des demandes de renseignements concernant Nicolas Delahaut, Marie Halloy, Louis Alexandre en matière de résidence. 1944. 1 pièce
- 136 Certificat de déclaration de domicile de Martin Toussaint. 11 juillet 1945. 1 pièce
- 137 Statistiques de démographie de la commune. 1946-1975. 1 liasse

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- 138 Dossier relatif au recensement de la population au 31 décembre 1970. 1970-1971. 1 chemise

D. ÉTRANGERS

139	139 - 141 REGISTRE DES ÉTRANGERS. 1928-1975. 1928-1940.	1 volume
140	1947-1951.	1 volume
141	1951-1975.	1 volume
142	Dossiers individuels des étrangers. 1946-1976.	1 liasse

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

A. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 143 Lettre au Commissaire d'arrondissement de Dinant relative à la révision des listes électorales. 31 décembre 1948. 1 pièce

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 144 Ordonnance de la Députation permanente annulant les élections du 27 octobre 1863. 12 novembre 1863. 1 pièce
- 145 Arrêté de la Députation permanente rejetant la réclamation de Waldor Lefebvre relative aux élections communales du 24 avril 1921. Juin 1921. 1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1923)

A. 1817-1923

- 146 Relevés des décisions prononcées en suite d'appels contre les décisions de première instance. 1919. 2 pièces
- 147 Registre des militaires en congé illimité. 1919-1962. 1 volume

B. À PARTIR DE 1924

- 148 - 160 Dossiers d'inscription individuelle des miliciens. 1956-1976.
148 Levée 1957. 1 chemise
- 149 Levée 1958. 1 chemise
- 150 Levée 1959. 1 chemise
- 151 Levée 1960. 1 chemise
- 152 Levée 1961. 1 chemise
- 153 Levée 1962. 1 chemise
- 154 Levée 1970. 1 chemise
- 155 Levée 1971. 1 chemise
- 156 Levée 1972. 1 chemise
- 157 Levée 1973. 1 chemise

		1 chemise
158	Levée 1974.	1 chemise
159	Levée 1975.	1 chemise
160	Levée 1976.	1 chemise
	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
161	Dossier relatif à la nomination de personnel au service du ravitaillement de la commune. 1945-1947.	3 pièces
	<i>C. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES</i>	
	162 - 165 DOSSIERS RELATIFS AUX DOMMAGES DE GUERRE. 1940-1957.	
162	Pertes subies par les agriculteurs. 1940.	1 chemise
163	Travaux aux chemins avec la mise au travail de chômeurs. 1940-1945.	1 chemise
164	Travaux aux bâtiments des écoles et à la maison communale. 1941-1944.	1 chemise
165	Remplacement des cloches. 1950-1957.	1 chemise
166	Fiches de signalement des bénéficiaires des pensions de guerre. [Après 1945].	1 chemise
167	Dossier relatif à l'emplacement et à l'entretien des sépultures des soldats britanniques au cimetière. 1948-1961.	1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE COMMUNALE

A. PERSONNEL

- 168 Arrêté de nomination du garde champêtre Auguste Neuvens. 17 mars 1919. 1 pièce
- 169 Arrêté de nomination du garde champêtre auxiliaire Joseph Dumont. 17 mars 1919. 1 pièce
- 170 Arrêté de nomination d'Émile-Joseph Bernard en qualité de garde surnuméraire des eaux et forêts. 1er octobre 1919. 1 pièce
- 171 - 172 DOSSIERS PERSONNELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1918-1934.*
- 171 Joseph Masson. 1918-1932. 1 chemise
- 172 René Posset. 1932-1934. 1 chemise
- 173 Dossier relatif à la désignation d'un garde forestier. 1962. 1 chemise
- 174 Instructions relatives aux gardes champêtres. 1975. 1 pièce
- B. MISSIONS DE POLICE
- 175 Instructions relatives à la notification des actes d'huissiers. 30 avril 1936. 1 pièce
- 176 Registre des condamnations judiciaires. 1954-1964. 1 volume
- 177 Dossier de contrôle des pigeons voyageurs. 1956-1971. 3 pièces
- 178 Dossier relatif à la circulation routière. 1957-1962. 1 chemise

-
- 179 Dossier relatif aux autorisations de courses cyclistes et autres rallyes. 1961-1976. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 180 Dossier relatif à la convention intercommunale entre la commune et le groupe régional des incendies de Dinant. 1937-1939. 1 chemise
- 181 Dossier relatif à l'organisation et l'équipement du service incendie. 1946-1968. 1 chemise
- 182 Rapports du service incendie. 1962-1973. 4 pièces

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE

- 183** Dossier relatif à l'organisation de la collecte d'immondices. 1961-1976.
1 chemise
- 184** Dossier relatif à la gestion de dépôts d'immondices. 1962-1964.
1 chemise
- 185** Règlement sur l'enlèvement des immondices. 1971.
1 pièce

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 186** 186 - 187 REGISTRES DE VACCINATIONS. 1901-1978.
1901-1962.
1 volume
- 187** 1966-1978.
1 volume
- 188** Instructions, correspondance et pièces annexées aux registres de vaccination. 1918-1962.
1 chemise
- 189** Registre de déclaration de maladies contagieuses. 1944-1956.
1 volume
- 190** Dossier relatif aux mesures prises contre la rage des animaux.
1965-1972.
1 chemise
- #### 2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE
- 191** Dossier relatif aux mesures prises contre la tuberculose bovine.
1961.
2 pièces
- 192** Instruction de l'inspecteur-vétérinaire principal concernant les mesures prises contre la fièvre aphteuse des animaux. 1962.
1 pièce

-
- 193 Inventaires des activités de tenderie et de détention d'oiseaux.
1972-1973. 5 pièces
- 194 3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE
Dossier relatif à l'analyse de l'eau potable. 1962-1976. 1 chemise
- 195 4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES
Dossier relatif à la détention d'explosifs par la société Electro
Industrielle. 1929. 1 chemise
- 196 Lettre de la Compagnie intercommunale des eaux au bourgmestre
relative au respect de la législation sur les établissements
dangereux, incommodes ou insalubres 3 décembre 1955. 1 pièce
- 197 5. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT
Lettre du commissaire voyer de Ciney relative au danger sanitaire
des mares communales. 11 octobre 1938. 1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

198 Fiches de synthèse de travaux subsidiés. 1962-1975. 1 chemise

199 Contrats conclus avec le service technique provincial pour les études de travaux. 1970-1974. 1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

200 - 204 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX AUX BÂTIMENTS
SCOLAIRES. 1865-1972.

200 Plans de l'école. 1865-1877. 1 chemise

201 Annexe à l'habitation de l'instituteur. 1965-1968. 1 chemise

202 Chauffage de l'école et du logement de l'instituteur. 1969-1972. 1 chemise

203 Deux nouvelles classes. 1968-1970. 1 liasse

204 École. 1960-1970. 1 chemise

205 Dossier relatif aux travaux d'électrification des bâtiments scolaires et communaux. 1929-1930. 1 chemise

206 Facture de Luc Marchal relative à divers travaux. 31 janvier 1943. 1 pièce

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX DIVERTISSEMENTS

207 Dossier relatif aux travaux de la salle des fêtes. 1955-1961. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

208 - 212 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX À L'ÉGLISE. 1887-1974.

- 208** Cahier des charges relatif à sa construction. 31 octobre 1887.
1 pièce
- 209** Électrification du bâtiment. 1929-1932.
1 chemise
- 210** Restauration. 1953-1965.
1 liasse
- 211** Installation de chauffage à air pulsé. 1956-1958.
1 chemise
- 212** Peinture, renouvellement de l'installation électrique et restauration de la toiture. 1964-1974.
1 liasse

213 - 215 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX AU PRESBYTÈRE. 1916-1968.

- 213** Métré, devis estimatif et cahier des charges des travaux pour la reconstruction du presbytère. 1916-1919.
1 chemise
- 214** Travaux au mur de clôture. 1949-1954.
1 chemise
- 215** Travaux de remise en état suite au changement de curé. 1968.
1 chemise
- 216** Procès-verbal de réception de travaux de reconstruction des murs du cimetière. Octobre 1940.
1 pièce

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS, ETC.)

1. GÉNÉRALITÉS

- 217** Lettre de Dumont informant le bourgmestre de sa nomination comme commissaire voyer cantonal de Ciney. 29 juin 1938.
1 pièce
- 218** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

-
- autorisant l'exécution de travaux en régie. 10 juin 1939. 1 pièce
- 219** Dossier relatif à la subsideation du fonds des communes en matière de voirie. 1949-1973. 1 liasse
- 220** 2. VOIRIE VICINALE ET COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)
Lettre reçue du commissaire voyer de Ciney relative à l'étude de travaux d'amélioration des chemins numéros 1, 12 et 14. 24 octobre 1911. 1 pièce
- 221** Dossier relatif à l'amélioration du chemin agricole numéro 19. 1915. 1 chemise
- 222** Dossier relatif aux travaux de voirie de 1921 sur les chemins numéros 8, 9, 10, 12, 13, 14. 1920-1926. 1 chemise
- 223** Pièces comptables relatives à des travaux de voirie. 1921-1922. 2 pièces
- 224** Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins numéros 13, 12, 8, 20 et sentier 42. 1930-1938. 1 liasse
- 225** Dossier relatif à l'amélioration et à l'entretien du chemin numéro 8. 1935-1951. 1 chemise
- 226** Lettre à l'inspecteur voyer d'arrondissement de Namur relative à l'amélioration du chemin numéro 9. 22 février et 5 mars 1937. 1 pièce
- 227** Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins numéros 9, 13 et 14. 1945-1952. 1 liasse
- 228** Dossier relatif aux travaux supplémentaires d'amélioration des chemins numéros 9, 13 et 14 adjugés aux entrepreneurs Jautot et Félix Dumont. 1946-1952. 1 liasse
- 229** Dossier relatif aux travaux d'égouttage. 1952-1959.

-
- 1 chemise
- 230** Dossier relatif à la réfection des chemins numéros 12 et 14. 1954-1956.
1 chemise
- 231** Dossier relatif aux travaux de voirie de l'année 1975. 1974-1979.
1 chemise
- 232** *D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
Dossier relatif à la demande de la Société anonyme des carrières et scieries de petit granit du Bocq de suppression du barrage sur le Bocq en face de la gare de Durnal. 1927-1928.
1 chemise
- 233** Dossier relatif au classement des cours d'eau non navigables ni flottables. 1954-1957.
1 chemise
- E. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
- 234** 1. DISTRIBUTION D'EAU
Dossier relatif au forage d'un puits pour l'alimentation en eau potable. 1933-1939.
1 chemise
- 235** Dossier relatif à la canalisation des eaux du Bocq pour la construction d'un canal d'amenée vers Bruxelles. 1938.
1 chemise
- 236** Dossier technique de construction d'un château d'eau. 1942-1947.
1 chemise
- 237** Dossier relatif à la pose de compteurs de service à la distribution d'eau. 1942-1945.
1 chemise
- 238** Règlement communal sur la distribution d'eau. 1945.
1 pièce
- 239** Dossier relatif au rationnement et à l'alimentation en eau potable. 1962-1963.
1 chemise
- 240** Dossier relatif au recensement des ressources aquifères. 1966-

-
1975. 1 chemise
- 241 Statistiques de l'industrie de l'eau. 1976. 1 chemise
- 242 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
Cahier des charges type pour la concession d'une distribution publique d'énergie électrique par la commune. 1927. 1 pièce
- 243 243 - 244 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX AU RÉSEAU DE BASSE TENSION. 1929-1976.
1929-1931, 1945-1946, 1949, 1957. 1 chemise
- 244 1959-1976. 1 chemise
- 245 Lettre de la Société d'exploitations régionales relative à la caution à déposer pour la concession des services de l'électricité. 27 décembre 1935. 1 pièce
- 246 Dossier d'autorisations de lignes électriques à haute tension. 1954-1973. 1 chemise
- 247 Dossier relatif à la participation à l'intercommunale INEL (Association Intercommunale Namuroise d'Électricité). 1958-1974. 1 liasse
- 248 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux d'installation d'éclairage public. 1930-1931, 1963-1976. 1 chemise
- 249 4. TÉLÉPHONE
Pièces relatives à l'abonnement au service téléphonique. 1920-1922. 2 pièces
- 250 Dossier relatif à l'installation du réseau téléphonique. 1968-1976. 1 chemise

5. TRANSPORTS EN COMMUN

- 251** Pièces relatives à la mise en place par la Société nationale des chemins de fer vicinaux d'un service d'autobus entre Dinant et Beauraing. 1928.
2 pièces
- 252** Dossier relatif aux travaux de construction d'un abri nocturne pour autobus. 1949-1965.
1 chemise
- 253** Dossier relatif au projet de construction d'un abri pour voyageurs. 1962-1963.
1 chemise

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 254** 1. GÉNÉRALITÉS
Liste de concordance entre l'ancienne et la nouvelle numérotation des maisons. 1961.
1 pièce
- 255** 2. PLANS DE SECTEUR
Dossier d'élaboration du plan de secteur. 1969.
1 chemise
- 256** 3. PERMIS DE BÂTIR
Arrêté autorisant Guinot à construire un bâtiment rural et un mur de clôture et ordonnance d'approbation de la Députation permanente. 22 et 27 juin 1873.
1 pièce
- 257** Arrêté autorisant Alexandre Focan à effectuer des travaux dans sa maison et ordonnance d'approbation de la Députation permanente. 22 et 31 mars 1876.
1 pièce
- 258** Registre des autorisations de bâtir. 1959-1962.
1 volume
- 259** 259 - 306 DOSSIERS DE DEMANDES DE PERMIS DE BÂTIR. 1957-1976.
Construction d'une maison par Georges Baiyet. 1957-1959.

		1 chemise
260	Construction d'une maison d'habitation par Henry Lamoline. 1959.	1 chemise
261	Construction d'une maison d'habitation par Joseph Delhaye. 1961.	1 chemise
262	Construction d'un bungalow par Lucien Dessy-Leyens. 1962.	1 chemise
263	Transformation d'un immeuble par Marius Lavency. 1963.	1 chemise
264	Construction d'un garage par Joseph Demoulin. 1964.	1 chemise
265	Réparation d'un pignon par le docteur Arnould 1964.	1 chemise
266	Construction d'une maison par les époux Adelin Laloux-Marchal. 1965.	1 chemise
267	Transformation d'un immeuble par Valérie Demoulin veuve Marchal. 1964-1965.	1 chemise
268	Construction d'un hangar agricole par madame Arthur Paquet. 1965.	1 chemise
269	Construction d'un garage et d'une cave par Ricardo Lepore. 1966.	1 chemise
270	Construction d'un bungalow par André Demoulin. 1967.	1 chemise
271	Agrandissement d'un living et d'un atelier par Joseph Delhaye. 1967-1968.	1 chemise
272	Construction d'un bungalow par Charles Paquet. 1968.	1 chemise
273	Construction d'une maison par Paul Paquet. 1968.	1 chemise
274	Construction d'une maison par Irénée Demaertelaere. 1968-1969.	

		1 chemise
275	Construction d'une cabine électrique par Esmalux. 1966-1969.	1 chemise
276	Construction d'une étable par Joseph Lefèvre. 1969.	1 chemise
277	Construction d'un garage et aménagement d'un magasin par les époux Morimont-Boursoit. 1969.	1 chemise
278	Construction de deux nouvelles classes à l'école par la commune. 1968-1969.	1 chemise
279	Construction d'un bungalow par Jean Pierre Delhaye. 1970-1972.	1 chemise
280	Construction d'une étable avec laiterie par Jean Paquet. 1970.	1 chemise
281	Construction d'une remise par Hélène Defise. 1970.	1 chemise
282	Aménagement d'une habitation dans une dépendance agricole par Jean Borsu. 1971-1972.	1 chemise
283	Aménagement d'un garage dans une ancienne remise par Schneider et Ligot. 1971.	1 chemise
284	Construction d'un garage par André Simon. 1972.	1 chemise
285	Construction d'une habitation par Robert Lotin. 1972.	1 chemise
286	Construction d'une habitation par François Bertholet-Mabille. 1972.	1 chemise
287	Aménagement d'une habitation dans des bâtiments agricoles par Henry Willem-Haulot. 1972.	1 chemise
288	Construction d'un garage par Valérie Demoulin. 1973.	1 chemise

289	Construction d'une habitation par Albert Beaurin. 1973.	1 chemise
290	Construction d'un garage par Joseph Halloy-Garetti. 1973.	1 chemise
291	Transformation d'un bâtiment agricole en habitation par Francois Aerts-Grandjean. 1973.	1 chemise
292	Modification d'une habitation et réfection d'une toiture par Fernand Aiguille. 1974.	1 chemise
293	Construction d'une maison par Léopold Ronveaux-Haulot. 1973.	1 chemise
294	Aménagement d'une fermette par les établissements Raoul Franck. 1973.	1 chemise
295	Construction d'un bungalow par Albert Simon. 1974.	1 chemise
296	Construction d'une maison d'habitation par les époux Fannoy. 1974.	1 chemise
297	Construction d'une habitation par les époux Delhay-Marion. 1974.	1 chemise
298	Construction d'une habitation par Jean Marie Delcourt. 1975.	1 chemise
299	Construction d'une habitation par les époux Joseph Dewitt. 1975.	1 chemise
300	Construction d'une habitation par les époux Moerenhout. 1975.	1 chemise
301	Construction d'un bungalow par Robert Delhaye. 1975.	1 chemise
302	Construction d'une habitation par Denis Daelman. 1976.	1 chemise
303	Construction d'une habitation par Jean-Marie Delcourt-Hendrix. 1975.	1 chemise

- 304 Construction d'une habitation par Victor Witterzeel. 1976. 1 chemise
- 305 Installation d'une caravane par Léon Simon. 1976. 1 chemise
- 306 Construction d'une étable par Joseph Binon. 1976. 1 chemise
4. PERMIS DE LOTIR
- 307 Dossier relatif au permis de lotissement communal. 1973-1976. 1 liasse
5. INFRACTIONS
- 308 Lettre du Gouverneur relative à l'érection de constructions dans les bois et au respect du code forestier. 5 juin 1961. 1 pièce
6. EXPROPRIATIONS
- 309 Correspondance relative à l'expropriation ou emprise communale sur le terrain de de la famille Kinard. 1961. 2 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

310 Contrats d'adoption relatifs à l'école primaire des filles et à l'école gardienne. 1925.
2 pièces

311 Dossier relatif à l'adoption des écoles. 1936-1964.
1 chemise

312 Dossier relatif à l'organisation de l'inspection médicale scolaire. 1964-1968.
1 chemise

B. BÂTIMENTS

313 Lettre du Gouverneur de la province relative à l'entretien des urinoirs et WC de l'école communale. 24 novembre 1934.
1 pièce

314 Instructions et rapport relatifs aux bâtiments scolaires. 1967-1970.
1 chemise

C. PERSONNEL

315 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et arrêté de nomination de Debaty en qualité d'instituteur. 14 octobre et 16 décembre 1921.
2 pièces

316 Dossier relatif à l'institutrice Marie-Antoinette Derèse. 1930-1931.
1 chemise

D. FINANCES

317 Dossier relatif aux comptes de l'école communale. 1963-1975.
1 chemise

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

- 318** Pièces relatives à la nomination du bibliothécaire Félix Debaty.
1948. 2 pièces
- 319** Pièces relatives aux subsides pour la salle des fêtes et le syndicat
d'initiative de Spontin et de la vallée du Bocq. 1949. 3 pièces

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

320 Dossier relatif à la politique d'expansion économique. 1961.
1 chemise

321 Dossier de participation à la Société Intercommunale
d'Aménagement et d'Équipement économique (SIAEE) de la
Famenne et du Condroz. 1962-1969.
1 liasse

322 Dossier relatif à l'affiliation au Service communal de Belgique.
1963.
1 chemise

B. AGRICULTURE

323 Recensement des terres cultivées au 15 mai 1949. [1949].
1 pièce

324 Procès-verbal de clôture du recensement agricole au 15 mai 1959.
[1959].
2 pièces

325 Dossier relatif à l'aide aux agriculteurs. 1961-1973.
1 chemise

C. ÉLEVAGE

326 Lettre de l'inspecteur vétérinaire relative au grand concours du
cheval ardennais. 11 juillet 1959.
1 pièce

D. COMMERCE

327 Dossier relatif à la cessation d'activités de Désiré Charlot Vincent,
menuisier-entrepreneur. 1925.
2 pièces

XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

1. MESURES EN FAVEUR DES NÉCESSITEUX

- 328** Dossier relatif à l'entretien de Zénobe Joseph Scaillet. 1922-1925.
1 chemise
- 329** Dossier relatif à A. N., décédé en mai 1966. 1964-1966.
1 chemise
- 330** Dossier relatif à M.D. 1966-1967.
1 chemise
- #### 2. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT
- 331** Lettre de l'office du placement et du chômage relative aux statistiques des chômeurs pour la période du 8 au 14 avril 1945. 23 avril 1945.
1 pièce
- 332** Dossier relatif à l'établissement d'une station de pompage grâce à la mise au travail de chômeurs. 1940-1943.
1 chemise
- 333** Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs pour l'exécution de travaux et de travaux de restauration des dommages de guerre. 1940-1943.
1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE, PUIS LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE (1796-1925)

1. PERSONNEL

- 334 Pièces relatives à la nomination des membres du bureau. 1865.
2 pièces

2. PATRIMOINE

- 335 Délibération du bureau relative à une rente due par les héritiers de
Guillaume et Mathieu Gillet. 16 mars 1862.
1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (1925-1976)

1. GÉNÉRALITÉS

- 336 Registre aux délibérations de la Commission. 1926-1973.
1 volume

2. PERSONNEL

- 337 Dossier relatif à la nomination des membres. 1925-1953.
1 chemise

3. FINANCES

- 338 Lettre de la Commission sollicitant l'autorisation d'introduire une
action en récupération de sommes près de la Justice de Paix. 26
octobre 1962.
1 pièce

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE

A. GÉNÉRALITÉS

339 Pièces relatives à l'organisation de la fabrique. 1967. 3 pièces

B. PERSONNEL

340 Dossier relatif à l'élection des membres du Conseil de fabrique.
1930-1933, 1966-1969. 1 chemise

341 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal sur le
traitement de l'abbé Bodart. Juin 1939. 1 pièce

C. PATRIMOINE

342 Dossier relatif au legs fait par l'abbé Alexandre Thirifays à la
fabrique. 1959. 1 chemise

D. FINANCES

343 343 - 347 BUDGETS ANNUELS. 1939-1976.
1939-1940. 1 chemise

344 1941-1942, 1944-1950. 1 chemise

345 1952-1960. 1 chemise

346 1961-1970. 1 chemise

347 1971-1976. 1 chemise

348 348 - 352 COMPTES ANNUELS. 1940-1975.
1940. 1 chemise

349	1941-1944,1947-1948,1950.	1 chemise
350	1951-1960.	1 chemise
351	1961-1970.	1 chemise
352	1971-1975.	1 chemise